

SOIXANTE-QUATORZIEME ANNEE  
69<sup>e</sup> fascicule - Année 1982

# LE BUGEY

Société scientifique, historique & littéraire

BULLETIN ANNUEL

## SOMMAIRE

P. DOMINJON. — Nécrologie : l'Abbé Juilleron .....	215
J. CHETAIL. — Affranchissement de Traize par les Char- treux de Pierre-Châtel .....	221
L. GREMMEL et H. QUAIS. — Le premier Sous-Préfet de Belley : Antide Rubat .....	225
L. MEHIER. — Toponymes de Lhuis .....	233
L. LAGIER-BRUNO. — Histoire des communes du canton d'Yenne .....	265
XXX. — L'immigration italienne en Bugey .....	285
x H. QUAIS. — La vie de garnison à Belley à la « Belle Epoque » .....	303
P. DOMINJON. — L'avocat belleyssan à la « Belle Epoque » .....	329
R. STEIN. — Léger Félicité Sonthonax .....	347
Général VAUTREY. — Le Bugey et l'indépendance des Etats- Unis d'Amérique .....	359
H. CASTIN. — La noblesse bugiste par anoblissement savoyard .....	371
A. CHARVET et P. MULET-MARQUIS. — Saint-Franc à l'heure révolutionnaire .....	399
C. LHERITIER-BARRIERE. — Le mode de vie des notables de Belley au siècle des lumières .....	411
P. DOMINJON et L. TRENARD. — Vie de la Société et Bibliographie .....	429

« Imprimerie du Bugey »  
Belley



## La vie de garnison à Belley à la « Belle Epoque »

---

Sur l'inspiration du Professeur Trénard, en 1981 et 1982, la Société « Le Bugey » a pris l'initiative de retracer différents aspects de la vie belleysanne à la « Belle Epoque ». Successivement la vie du « barreau », celle des chanoines furent évoquées. Ces évocations étant situées dans le tableau général qu'en devait brillamment brosser le Secrétaire Perpétuel de la Société, il apparut que l'expression de « Belle Epoque » n'était en tout cas pas justifiée par les événements qui animèrent cette période et, qu'en fait, en dehors de la stabilité monétaire dont chacun eut à se louer, cette période fut passablement agitée.

Lorsqu'on se penche sur le milieu militaire de l'époque, compte tenu de ce qui vient de se passer en 1870 et de ce qui va se produire en 1914, on est amené à considérer la « Belle Epoque » comme une veillée d'armes, une longue préparation au colossal conflit qui va survenir au début du xx<sup>e</sup> siècle.

Une longue préparation certes, mais troublée par des conflits sociaux, une agitation politique qui gêna bien souvent cette « grande Retraite de la Foi Nationale » dans laquelle s'étaient jetés les jeunes officiers.

Une « Retraite » certes, mais dont le mysticisme était tout de même entrecoupé aussi des réalités humaines de la vie quotidienne, peut-être un peu plus animée qu'à d'autres instants de notre histoire, comme si l'Armée avait le pressentiment de l'énormité de l'affrontement auquel elle se préparait.



Le climat qui anime l'Armée d'alors est inspiré pour une bonne part par les événements qui virent la chute du Second Empire.

Comment ne pas être accablé de ce qui s'est passé : la reddition de Sedan, le désastre de Metz où nous perdons ensemble la moitié de notre Armée, Napoléon III prison-





nier, le siège de Paris, le territoire national envahi, l'effondrement du Régime, la Commune.

Ce désastre national ne pouvait que susciter un sursaut du patriotisme notamment dans la jeunesse. Par une ironie de l'Histoire, c'est Bismarck lui-même qui va exacerber ce sentiment naissant.

Henri Martin décrit la scène. Au château de Bellevue, près de Donchery, le Chef d'Etat-Major français Wimpfen tente d'obtenir auprès du Général de Moltke un adoucissement aux conditions fixées. La discussion dure trois heures. Bismarck est là, il intervient : « La Prusse, dit-il, exigera comme conditions de paix, non seulement une indemnité de quatre milliards, mais l'Alsace et la Lorraine allemande... Il faut que nous ayons une bonne ligne stratégique avancée ».

Wimpfen prononce alors cette parole prophétique :

« Ne nous demandez que de l'argent ! Vous vous assurerez avec nous une paix indéfinie. Si vous enlevez l'Alsace et la Lorraine, vous n'aurez qu'une trêve plus ou moins longue. En France, du vieillard à l'enfant, tous apprendront à manier les armes et des millions de soldats vous redemanderont un jour ce que vous nous aurez pris ».

L'amputation du territoire national par la Prusse ajouta encore à l'humiliation de la Nation que l'Armée ressentit particulièrement.

Au mois de septembre 1870, la défense de Paris s'est organisée, l'Armée a accueilli de nombreux jeunes engagés. Les 27, 28 et 29 octobre, le 41<sup>e</sup> Régiment de Ligne participe à la démonstration du Bourget. Sur les contrôles de cette Unité, on compte de jeunes soldats qui font leurs premières armes, avant d'entrer à l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr à laquelle ils se destinent. Georges Quais est l'un d'entre



eux. Engagé le 17 août 1870, participant à la victoire du Bourget, blessé au Fort d'Aubervilliers, titulaire de la médaille de 1870, il est brigadier lorsqu'il entre au « Bahut ». Le jour du « Triomphe », le baptême de la Promotion a lieu. Celle à laquelle appartient le jeune brigadier ne portera pas le nom d'un héros militaire, comme il est de coutume, elle prendra le nom de la « Revanche ».

Les documents qui auraient permis de reconstituer la liste de cette promotion ont disparu dans l'Incendie de L'Ecole de Saint-Cyr l'été 1944. On peut affirmer, toutefois, que les plus grands chefs de la Première Guerre Mondiale avaient à cette époque presque tous une vingtaine d'années : tels : Foch, polytechnicien il est vrai, Joffre et Galliéni.

« L'Esprit Revanchard » va animer cette jeune génération de cadres qui, peu à peu, entrent dans l'Armée. Mais, pour être « Revanchard », il faut s'instruire. Telle est d'ailleurs la devise de Saint-Cyr : « Ils s'instruisent pour vaincre ». Ainsi la mission fondamentale de l'Armée sera-t-elle : l'Instruction. De plus, cette « Instruction » doit se dérouler dans un cadre approprié, d'où la nécessité d'une réforme de l'Armée et de la refonte des grandes unités. Certaines, trop marquées par la défaite doivent disparaître, de nouvelles vont être créées. Les garnisons seront réaménagées

133<sup>e</sup> régiment de ligne

Créé en 1811



1812

1813

1873

1893

1911



et choisies en conséquence. Ainsi, le 7<sup>e</sup> Corps d'Armée établit-il son Quartier Général à Besançon. Les garnisons les plus méridionales de ce Corps seront tenues à Bourg-en-Bresse par le 23<sup>e</sup> R.I. et à Belley par le 133<sup>e</sup> R.I. qui relèvent l'un et l'autre de la 25<sup>e</sup> Brigade, elle-même partie de la 13<sup>e</sup> Division.

Un décret de 1873, pris le 29 septembre, prescrit la formation du 133<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de Ligne. Cet enfant chéri du Bugey n'est pourtant pas né à Belley. Qu'importe en vérité « Tel le légionnaire devenu fils de France plus par le sang versé que par le sang reçu », tel deviendra Bugiste le 133<sup>e</sup> R.I. En effet, la formation du Régiment, qui débute le 15 octobre 1873, est faite à l'aide de compagnies fournies par les 21<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup>, 44<sup>e</sup>, 60<sup>e</sup> et 109<sup>e</sup> Régiments de Ligne.

Il est probable que le premier élément a été formé à Besançon puis caserné à Belfort. Un fort élément s'y trouve encore en 1901 et jusqu'à la déclaration de guerre. Le Sous-Lieutenant Robert y est affecté à sa sortie de Saint-Cyr. Belley ne dispose pas de casernes. Les seuls cantonnements disponibles sont Fort-l'Ecluse et le Fort de Pierre-Châtel. Il sera décidé d'y installer les premiers éléments d'un deuxième Bataillon dès 1873 et dans le courant de 1874.

Sur les contrôles de ce Régiment en formation, l'on compte un Lieutenant-Colonel qui a pris rang le 12 décembre 1871. Il est affecté le 12 octobre 1873, soit pratiquement dès la formation du premier des bataillons. Cet officier est promu Colonel le 15 novembre 1874. Le Régiment compte un an d'existence, un nouveau bataillon venant d'être formé, l'Unité exige désormais d'être commandée par un Colonel. C'est Boulanger qui est désigné, il prend le commandement du Corps le 1<sup>er</sup> janvier 1875 et vient s'installer à Belley.

Le Colonel Boulanger rencontre tout de suite des difficultés. En septembre et octobre 1874, on a installé des magasins militaires rue des Ursules, dans l'ancien couvent. Mais Belley n'est pas équipée pour recevoir la troupe. Néanmoins Boulanger a dû recevoir des assurances, et il espère qu'un jour le Régiment sera caserné en ville. De fait, lorsqu'il sera Ministre de la Guerre, c'est lui qui, ayant poussé la construction de la caserne en 1875-1876, imposera que celle-ci soit baptisée du nom du Général d'Empire Sibuet, un authentique Bugiste né à Belley. Boulanger s'installe, sa famille et lui, dans l'une des belles demeures de la Grande-Rue : la maison des Seigneurs d'Anglefort, qui devint par la suite le couvent des Dames de Bons. Il occupe une bonne partie du couvent sinon la totalité. Duplay raconte même



qu'il avait fait de l'ancienne chapelle un manège grâce auquel sans doute, bien que fantassin, il devait devenir un cavalier émérite.

Lorsque Boulanger arrive à Belley, il n'y a donc pas de troupe. L'Etat-Major est probablement établi en ville, de même que les officiers qui le composent. Belley peut être considérée comme la portion centrale du régiment dont les unités subordonnées sont établies à l'extérieur. On peut donc admettre que Belley est déjà une ville de garnison, ayant comme « Commandant d'Armes » le Colonel commandant le Régiment. Boulanger, à l'époque, est ce que l'on peut appeler un très beau soldat. Blessé maintes fois, à Turbigo en 1859, à Trai Dan (Cochinchine) en 1862, à Champigny lors du siège de Paris en novembre 1870, sur les barricades au Panthéon, à Bourg-la-Reine, à Cachan en mai 1871, c'est un magnifique combattant. Boulanger est un « Revanchard » avéré. C'est à Belley qu'il commence à prendre des contacts en différents milieux nationalistes. Il s'absente fréquemment de la garnison, se rendant à Paris, à Clermont-Ferrand, laissant, au cours de permissions « pour raison de famille », le commandement du 133<sup>e</sup> au Lieutenant-Colonel Béranger. Il courtise son Chef direct le Duc d'Aumale, ce qui ne l'empêche pas de rendre visite à Gambetta pour l'assurer de son dévouement à sa personne et à la République.

Ses intrigues inquiètent si peu en haut lieu que, le 4 mai 1880, il est promu Général. Le Ministre l'en avise à Belley par lettre manuscrite du 8 mai. Dès lors la carrière politique de Boulanger va se dérouler au grand jour. Sur la personnalité de Boulanger il y aurait beaucoup à dire, tant sur la rapidité de l'ascension du « Boulangisme » que sur la fin rocambolesque de cette expérience politique. Pourtant ce « feu de paille » s'explique. Le mouvement avait planté ses racines dans le « Nationalisme Revanchard », qui était le fait de la Nation dans son immense majorité. La République s'était discréditée avec des scandales, dont le trafic des décorations parti de l'Elysée qui entraînera la démission de Jules Grévy en 1887. En disant de Boulanger, à la suite de son suicide, qu'il était mort « comme un Sous-Lieutenant », « Clemenceau se déjugea, on dit même « c'est le coup de pied de l'âne ». Bismarck n'était-il pas dans le vrai lorsque, se dressant devant le Parlement allemand, il s'écria : « Boulanger, voilà l'ennemi ! ».

L'objectivité amène à reconnaître « le brav' général » comme l'un des principaux artisans de la victoire de 1918. Car c'est à lui en tant que Ministre de la Guerre, et il le fut





du 7 janvier 1886 au 30 mai 1887, que revient la paternité de la réorganisation de l'Armée. Son petit-fils Robert Driant énumère, dans un article très documenté, l'essentiel de ses réalisations. Elles sont considérables. Elles concernent : la Mobilisation qui devient possible en deux jours, le Service des Renseignements, le Recrutement de l'Armée. L'Ecole Supérieure de Guerre est transformée, les places fortes réorganisées. En matière d'armement, Boulanger fait adopter, en remplacement du fusil Gras, le fusil Lebel qui fera merveille en 1914. Dans le domaine du bien-être de la troupe et des cadres, les réalisations sont tout aussi importantes. Sait-on que les guérites tricolores, qui abritent encore les factionnaires à l'entrée des casernes, datent de cette épo-



que ? De même que l'aménagement des chambrées ? On crée des cercles militaires dans chaque garnison, des bibliothèques, ainsi naquit le Cercle National des Armées de la Place Saint-Augustin à Paris.

Les casernes prennent le nom de Français célèbres. Pour cultiver le sens des traditions militaires, chaque unité aménage sa propre Salle d'Honneur où sont conservées, avec le drapeau et l'étendard de l'Unité, les gloires de son passé.

Le régime des engagements et rengagements est adapté aux nouveaux statuts des cadres subalternes. L'action de Boulanger est à ce point décisive que Foch et Lyautey diront un jour : « sans lui jamais la France n'aurait disposé d'autant d'atouts en 1914 ».

Les incidences de ces mesures du Ministre Boulanger sont perçues à Belley, comme ailleurs. En 1914, la garnison dispose des casernes Sibuet et Dallemagne, elle comporte les forts rénovés de : Pierre-Châtel, Fort-les-Bancs, Fort-l'Ecluse où les bataillons se succèdent à tour de rôle. En ville, des contrats ont été passés avec certains cafés pour créer des cercles militaires, des popottes et des mess. L'ancienne demeure des Gouverneurs de Pierre-Châtel, 30, Grande-Rue, où s'était établi le Café Lacombe, fut le premier des cercles. Du temps du commerce de primeurs Imbert, on lisait encore sur les vitres les inscriptions sur





verre dépoli : « Cercle Militaire ». Deux autres cercles furent créés place des Terreaux, chez Gaillard, actuel siège du Crédit Agricole en rénovation, chez Charvin, sur la place où les officiers disposaient du premier étage. C'est l'époque des marches, des grandes manœuvres de printemps, d'automne. La troupe se rend en quatre jours, par étapes, au Camp du Valdahon, ou au Fort des Rousses où se trouve un détachement du 133<sup>e</sup> R.I., elle traverse le Valromey du Sud au Nord par Champagne, Ruffieux, Brénod, Izernore. Comme l' imagine Chaventon, elle suit sans doute la voie romaine que parcouraient jadis les Centuries de Labienus. Au retour, les unités traversent Belley musique en tête, derrière leur Commandant d'Unité à cheval, les hommes fatigués maintiennent du coude sur l'épaule meurtrie par le chien, le long Lebel flambant neuf, la baïonnette vibrante à poignée de cuivre au bout du canon. En queue, la cantinière, Mme Galli, ferme la marche avec sa carriole à cheval bâchée.

La discipline est stricte. Elle est appliquée sans défaillance. A un soldat qui, défilant rue Saint-Martin au retour d'une marche, avait fait signe à sa famille, on inflige deux jours de consigne. Certain jour, la cantinière avait chargé dans sa voiture un malheureux qui avait des coliques. Le Chef de Bataillon s'en aperçut ; il ordonna au soldat de rejoindre son Unité. Ce dernier se plaignant de ses maux de ventre, l'officier convoqua le Médecin-Major qui conclut que l'homme était capable de marcher. Mais celui-ci refusa à nouveau. Le Commandant fait appeler le Capitaine avec des témoins. On procède à la lecture du Code Pénal. L'homme persiste dans son refus. Il sera finalement traduit en Conseil de Guerre pour « refus d'obéissance ».

Les effectifs sont maintenus d'une manière rigoureuse. En 1886, sous les ordres du Colonel Chardin, la garnison comprend, outre le Lieutenant-Colonel Mahler, 4 Médecins-Major, 18 Capitaines, 22 Lieutenants, 14 Sous-Lieutenants d'active, 19 Sous-Lieutenants de réserve. L'importance de la garnison sera maintenue jusqu'à la déclaration de guerre, l'effectif ira même en s'amplifiant car de nouveaux services vont apparaître à Belley, tels que le Service du Recrutement. Si bien qu'à la veille de la guerre, on comptera sous les ordres du Colonel Dutreuil : 1 Lieutenant-Colonel, 5 Chefs de Bataillons, 2 Médecins-Major, 18 Capitaines, 15 Lieutenants, 6 Sous-Lieutenants. En outre, la garnison comprendra : 2 Officiers du Recrutement, 1 Capitaine de Gendarmerie, 2 Capitaines et 1 Lieutenant de réserve, 7 Officiers retraités, soit un total de 59 Officiers.

Ainsi, sous l'inspiration et l'impulsion du Ministre Bou-



langer, l'ancien Chef de Corps du 133<sup>e</sup>, la garnison de Belley se prépare-t-elle activement à se pourvoir des moyens matériels et moraux qui feront qu'un jour l'Unité que la ville abrite deviendra ce « Régiment des Lions » dont Joffre dira : « Après le 20<sup>e</sup> Corps, c'est ce que j'ai vu de mieux ! ».

\*  
\*\*

Tandis que l'« Esprit Revanchard » inspire la réalisation d'une force armée élaborée à la mesure de l'ambition de ceux qui la forgent, une vie politique, économique, sociale, turbulente anime le pays. Le milieu militaire en essuie les incidences. Dans certains cas, le moral de l'Armée, son Unité et jusqu'à son Honneur seront mis en cause.

Depuis la fin du Second Empire, la condition ouvrière n'a cessé de se dégrader. La durée moyenne de la journée de travail est de dix heures, la rémunération assure le strict minimum. Le mécontentement du monde ouvrier commence à être coordonné. Les syndicats datent de la loi du 22 mars 1884. Les premières grèves apparaissent. La chose est nouvelle et le Pouvoir songe d'abord à maintenir l'activité économique, il faut donc « mater » les grévistes.

Cette force armée disciplinée, bien structurée, qui attend l'occasion d'une Revanche au-delà des frontières, « l'arme au pied » apparaît disponible. En période troublée, telle est la tentation du Pouvoir : utiliser la Force Armée pour le maintien de l'ordre aux lieux et places des forces de Police. Parfois les choses se passent sans heurt : à Decazeville, soldats et mineurs partagent, dit-on, leur gamelle. Mais à Fourmies, cadres et troupe perdent leur sang-froid, la troupe tire sur la foule. A Draveil, en 1908, les incidents font 7 morts et 50 blessés. Dans le Sud-Ouest, lors de la révolte des vigneron, le 17<sup>e</sup> Régiment de Ligne « met les crosses en l'air ». Une chanson populaire célèbre l'événement : « Salut braves soldats du 17<sup>e</sup>... chacun vous admire et vous aime... ». Le Régiment sera dissous ! Vraiment, n'eût-il pas été préférable de laisser ces hommes à l'instruction.

Tel est bien en tout cas l'avis du Commandant du 1<sup>er</sup> Bataillon du 133<sup>e</sup> R.I. Il s'agit du jeune Brigadier de 1870, Promotion « la Revanche ». Après une chaude journée du printemps 1900, passée sur le terrain à instruire la troupe, le Chef de Bataillon Georges Quais est convoqué en pleine nuit par le Colonel. Les ouvriers de l'usine Schappe à Tenay se sont mis en grève. Ils ont investi le casernement de la Gendarmerie où sont détenus des grévistes dont trois



meneurs, d'ailleurs étrangers au Pays. Le Sous-Préfet, qui est sur les lieux, a demandé le concours de l'Armée. L'effectif disponible du 1<sup>er</sup> Bataillon, soit : deux compagnies et demie, environ 300 fusils, est donc acheminé vers Tenay par chemin de fer. A l'arrivée, la prise de contact entre autorités militaires et civiles se fait sans aménité. « Vous avez des cartouches, dit le Sous-Préfet, j'espère que vous n'allez pas renouveler ce qui s'est passé à Fourmies ? » La conversation prend vite le tour d'une altercation. « Chaque homme, réplique l'officier, possède 120 cartouches. Celles-ci sont cousues dans un sac individuel. Il a été distribué 2 cartouches à blanc par homme... Si vous estimez devoir avoir recours à la troupe, vous voudrez bien m'en aviser par écrit. » Ce que redoute l'officier, c'est que : « il n'y a que trop d'exemples hélas ! de soldats ayant pactisé avec les fauteurs de désordre ». En 1905, une propagande auprès de la troupe ira jusqu'à inciter les conscrits à refuser le Service en cas de mobilisation. Le pourrissement par l'intérieur est une redoutable menace à l'efficacité d'une troupe.

Les menées anarchistes et anti-militaristes sont monnaie courante. Avant son arrivée au 133<sup>e</sup>, ce même Chef de Bataillon comptait sur les contrôles du 96<sup>e</sup> R.I., unité basée à Lyon. Le 24 juin 1894, il recevait la croix de la Légion d'Honneur des mains du Président Sadi Carnot. A 21 heures, alors que la calèche du Président traverse la place des Cordeliers et celle de la Bourse, Sadi Carnot est poignardé par Caserio. Qui est cet homme ? Un Italien anarchiste. En 1892, il a été condamné en Italie pour avoir distribué des tracts anti-militaristes. En 1893, il avait fui Milan pour échapper au Service Militaire. Au cours de l'enquête, Caserio dira : « Je suis anarchiste, en frappant le despote, j'ai crié Vive la Révolution ! ». Il écrit à sa mère : « J'ai tué parce que je suis las de ce monde infâme, je suis contre tous les despotismes ». Avant d'être exécuté, il crie devant le Service d'Ordre, assuré par le 96<sup>e</sup> R.I. : « Courage camarades, Vive l'anarchie ! ».

En plus du danger pour la troupe que représente le spectacle de l'agitation sociale, l'Armée est aux prises avec les péripéties de la crise religieuse. Cette crise va poser des problèmes aux cadres, les opposant les uns aux autres et compromettant leur unité si nécessaire pourtant à la réorganisation de l'Armée.

Le Sous-Préfet en place appelle un jour à son Cabinet le Commandant d'Armes de la Place ; Georges Quais, alors Lieutenant-Colonel, se rend à la Sous-Préfecture. Il relate l'entrevue. « Dès mon arrivée, je lis sur la figure du repré-



sentant de la République de sérieuses marques de contrariété. Il aborde aussitôt la question qui l'ennuie. C'est une grosse affaire qui peut devenir très grave pour lui comme pour moi, me dit-il. L'exécution de la Loi Waldeck concernant l'expulsion des congrégations est imminente. On peut s'attendre à ce que tout se passe bien, sauf cependant pour la Congrégation des Taborins composée en grande partie de paysans solides qui auront tôt fait de se mettre en état de défense et de fermer leur porte à la Gendarmerie. Alors il faudra réquisitionner la Troupe... Je n'aurai qu'à m'incliner et exécuter la réquisition. » Tel est le problème.

Heureusement, grâce aux bonnes volontés convergentes, l'expulsion des Taborins, pour en finir, eut lieu sans résistance. On n'eut pas recours à la force pour chasser ces braves gens et tout le monde s'en réjouit. Les mesures anticléricales avaient pour effet d'opposer les cadres les uns aux autres. Un dimanche matin, le Lieutenant Piébourg se rend au Mess des officiers subalternes pour y prendre son repas. Contrairement à son habitude, il est légèrement en retard. L'un de ses camarades lui lance sur un ton sarcastique : « Vous arrivez probablement de la messe, mon cher camarade ? ». Très calme, l'officier donne une réponse affirmative. La réponse est brève, il n'a pas après tout à se justifier. D'ailleurs tout le monde le sait : Piébourg est issu d'une famille catholique. Son beau-frère, l'abbé Lorette, sera un jour ce distingué chanoine à qui sera confiée la charge de la paroisse Notre-Dame-des-Champs en plein quartier du Montparnasse à Paris.

La remarque serait banale en temps ordinaire, à cette époque elle prend l'aspect d'une accusation qui va alimenter les « fiches » du Général André, le Ministre de la Guerre mis en place par Combes.

Ce nouveau ministre fait la chasse aux officiers catholiques pratiquants. Il a appelé pour ce faire, auprès de lui, le Commandant S... dont il se sert comme officier de liaison auprès de la Direction de l'Infanterie. Cet officier a eu l'idée diabolique de recenser les « Bons Républicains » et de les coucher sur une liste qu'il a appelée du nom de code « Corinthe ». A ceux-là les plus grands espoirs, quant à l'avancement, seront permis. Pour les autres, ceux qui vont à la messe, qui ont un frère Jésuite, ils seront couchés sur la liste « Carthage » dont on imagine bien qu'elle doit être détruite. Pour cela, on devra les laisser, les décourager, leur infligeant toutes les vilénies possibles. En 1904, les quotidiens « Le Matin » et « Le Figaro » révéleront le scandale, accusant le Général André d'avoir organisé dans tous les



corps de troupe un réseau de renseignements, aidé en cela par la franc-maçonnerie. A la Chambre des Députés, André sera giflé par un Député que l'on trouvera asphyxié chez lui quelques mois plus tard. Ce scandale fera la perte du Ministre Combes. L'arrêt de cette œuvre néfaste menée contre l'Eglise ne sera pas immédiat. La confiscation des biens de l'Eglise se poursuit, atténuée il est vrai par la Loi de janvier 1907, qui laisse les édifices du Culte à la disposition du Clergé. Quant à la bourgeoisie belleysanne, écrit un témoin oculaire, « elle était fort indignée par la main-mise de l'Etat sur les biens de l'Eglise, tel que l'Evêché qui était occupé par l'Armée... ».

Déjà divisés sur le plan confessionnel, les cadres de l'Armée sont en outre déchirés et prennent parti les uns contre les autres avec l'affaire Dreyfus. On dirait que l'on s'est ingénié à faire en sorte que chaque aspect de l'affaire ou chacune de ses circonstances put donner lieu à deux interprétations diamétralement opposées. Dans les popottes et les Mess, le débat est vif car il s'agit d'une affaire d'espionnage dans laquelle des officiers sont impliqués. Il y va de l'honneur du Corps auquel ils appartiennent.

Dès le départ de l'affaire, la question est double. Au nom de qui le Capitaine Dreyfus a-t-il livré des informations à l'Allemagne, l'a-t-il fait en son nom personnel ? Si tel n'est pas le cas, la pièce qui l'accuse est un faux. « Alors qui est coupable, demandera le Ministre de la Guerre : le Général Mercier. » « Il faut choisir », répondra Barrès. « Dreyfus ou les grands chefs. » « Lors de la révision du procès à Rennes, ajoutera-t-il, il y aura d'une part l'honneur de Dreyfus et d'autre part l'honneur de tous les Ministres et Généraux qui nous ont juré la culpabilité de Dreyfus... La France est dans Rennes... où coule le Rubicon ! » Déroulède est plus catégorique encore : « Si l'innocence de Dreyfus est démontrée, dit-il, alors les Généraux sont des scélérats ». La révision de Rennes n'apportera rien de nouveau et Dreyfus est à nouveau condamné à dix ans de travaux forcés, mais... avec des circonstances atténuantes... Loubet accordera la grâce, ce dont un journaliste dira : « Il n'a pas voulu garder un innocent en prison »... Puis Dreyfus sera réhabilité en 1906, la Cour de Cassation annulant le Jugement de Rennes, dont il sera dit qu'il a été prononcé « à tort et par erreur ».

Le pays comprend bien que cet imbroglio d'attitudes et de décisions dissimule bien davantage qu'une vulgaire intrigue policière. Le Corps des officiers éprouve douloureusement cette tragédie vécue avec passion. Plusieurs officiers subalternes sont impliqués dans cette affaire. Un officier



supérieur se suicide en prison. Des Généraux sont mis en cause, le Ministre sera démis. En outre, le scandale avait fait apparaître la nécessité de modifier les structures du 2<sup>e</sup> Bureau de l'Etat-Major. Sa suppression et son remplacement par un Service de Recherches tenu par des Inspecteurs de la Sûreté Générale fut-elle un « crime ? » comme le déclara Léon Daudet dans le « Temps de Loubet »... ? Ce que l'on peut dire, c'est que cette mesure venait mal à propos et qu'elle sortait de la ligne que les « Revanchards » essayaient de maintenir.

Non ! Cette Epoque ne fut pas de tout repos pour l'Armée. Il en est toujours ainsi lorsque le Régime ou l'opinion publique ne sont pas en accord étroit avec l'Armée du moment. Cela ne tient-il pas du prodige que la garnison de Belley ait pu conserver l'unité, le culte de l'esprit de « Revanche », la foi dans le retour au sein national des provinces de l'Est. Les yeux de tous étaient tournés obstinément vers « la ligne bleue des Vosges ».

\*  
\*\*

Les intrigues, les scandales, les menées anticléricales, ne sont pas favorables à l'épanouissement des cadres de l'Armée sur le plan strictement professionnel. Et les conditions matérielles de la garnison de Belley ne sont guère florissantes. Les hommes politiques de l'époque, aidés en cela par certains philosophes, contribuent, à moins qu'ils ne l'inspirent, à une tentative de démoralisation de l'Armée.

Le régime des fiches où étaient consignées les opinions confessionnelles des officiers les faisaient chasser des garnisons et muter de l'une à l'autre. Comment se fait-il que, de 1870 à 1914, Belley fut à ce point rempli de tant d'officiers si remarquables, grands chrétiens, aussi convaincus de leur Mission... ? C'est que la garnison était peut-être la plus crottée de France. Car enfin les gens de Pierre-Châtel et encore plus ceux de Fort-l'Ecluse étaient véritablement en punition. Il n'est que de voir leurs conditions de vie pour le moins inacceptables.

A Pierre-Châtel, le Chef de Bataillon était logé dans le pavillon du Prieur de la Chartreuse. Les autres officiers (Goiran, Romain, Piébourg) occupaient avec leur famille, épouse et enfants, un pavillon de moine, soit : quatre petites pièces (chambre, oratoire, atelier, bûcher). L'ensemble avait été aménagé en chambre, salon, salle à manger et cuisine. De là-haut, la vue est splendide, et les épouses se flattent de pouvoir en profiter, l'hiver le Rhône vient lécher les murs





des maisons de Saint-Blaise, le surlendemain des inondations, on voit des tapis sécher sur l'herbe. Mais les distractions sont rares dans le fort et la vie étriquée, les uns sur les autres, au milieu des ragots de ménage. De cette forteresse les familles dévalent parfois en groupes jusqu'à Virignin pour faire les courses nécessaires qui compléteront utilement ce que le magasin d'Intendance du fort ne peut fournir. Il ne faut rien oublier, car les allées et venues Pierre-Châtel-Virignin sont une véritable expédition. S'il arrive qu'on ait oublié quelque chose, on peut toujours avoir recours au chien du portier du fort. Il a été dressé en conséquence. Tenant dans sa gueule un panier, il porte la commande à tel ou tel commerçant habituel, puis il remonte avec la viande, la miche de pain désirée sans jamais y toucher, défendant même farouchement le contenu du panier. Ceci n'est, il est vrai, qu'un appoint de fortune, mais il décrit bien l'éloignement, l'isolement dont souffrent les gens de Pierre-Châtel. Lorsqu'on veut aller à Belley, il faut alors descendre jusqu'au Pont de la Balme. A une heure fixe, une voiture à cheval baptisée « Le Courrier » vous achemine à Belley par les Ecassaz.

Pour la troupe, la vie est faite de marches et d'exercices dans le massif de Parves. Le soir, malgré l'envie qu'on en éprouve, on n'a pas toujours le cœur de dégringoler jusqu'à Virignin, fut-ce pour aller jouer au billard au Café Ronchet, chez « la Mère aux tétons ! ». Que cette situation d'inconfort de la garnison de Belley ait attiré l'attention de Boulanger,



quoi de surprenant ! Les mesures qu'il va prendre comme chef de corps préfigurent bonne partie du plan de réorganisation de l'Armée qu'il mettra en place dix ans plus tard, comme Ministre de la Guerre. L'amélioration de la situation de la garnison, on la doit surtout à la diligence de la municipalité de l'époque et il faut bien le dire à l'accueil sans réserve de la population belleysanne.

Moins de deux ans après l'arrivée des premiers éléments de Pierre-Châtel, la construction d'une caserne à Belley débutera fin 1875. Que s'est-il passé ? Au moment de sa prise de commandement du 133<sup>e</sup>, le 1<sup>er</sup> janvier 1875, Boulanger avait reçu des assurances. En réalité, à son arrivée à Belley, la procédure conduisant à la construction de la caserne Sibuet était déjà engagée. Une dépêche du Ministre de la Guerre avait donné le 24 février 1874 toutes instructions aux Commandants de Corps d'Armée pour constituer les casernements définitifs des troupes. A la suite de cela, le maire de la ville, Mante, s'était adressé au Général commandant le VII<sup>e</sup> Corps, qui n'était autre que le duc d'Aumale, pour lui dire, ce sont ses propres termes, que « la ville était disposée à faire un sacrifice important pour l'établissement dans son enceinte d'une garnison de mille hommes d'Infanterie ». Et c'est fort courtoisement que le duc d'Aumale avait répondu en disant notamment que « cette offre paraissait mériter une sérieuse considération ». Le procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal du 7 juin 1874 indique tout le déroulement de l'affaire jusqu'à la décision qui fut prise en séance publique le 12 juillet 1874.

L'étude du projet avait été poussée dans le détail, l'articulation des mesures financières reflète une volonté arrêtée du maire et du conseil municipal de faire aboutir le projet dans les meilleures conditions pour le bien de la garnison sans trop de gêne, mais au grand profit de la population. Au départ, c'est la Commune qui supporte tout le poids de l'opération. Sa contribution est importante. Il avait été admis que les fonds nécessaires seraient constitués par des subsides offerts par les communes et, d'autre part, par des avances faites par les villes à l'Etat, à charge de remboursement avec intérêts. C'est ainsi qu'à Belley, la Commune fut conduite à contracter un emprunt de 470 000 francs. Quatre vingt-quinze mille francs furent puisés dans le crédit local et trois cent soixante-quinze mille à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le terrain fut cédé gratuitement à l'Etat à la suite de l'acquisition de 2 hectares et demi au Sud du Faubourg Saint-Martin, auprès notamment des propriétaires Maret et





Virignin, 9 hectares de la forêt communale de Rothonne furent détachés pour constituer l'assiette du champ de manœuvres et une somme de 75 000 francs fut offerte gratuitement pour constituer l'assiette du quartier. Avec cette caserne, conformément au vœu du duc d'Aumale, on devait abriter le 3<sup>e</sup> Bataillon du 133<sup>e</sup> : soit 700 à 900 hommes, 33 officiers, 52 sous-officiers. La garnison de Pierre-Châtel resta sur place.

La municipalité ne désarma pas. Dans une lettre du 5 novembre 1881 aux Députés de l'Ain, « elle constate que la caserne construite en 1875-1876, aux frais combinés du Trésor Public et de la Caisse Municipale, ne peut contenir qu'un effectif de 800 hommes. Or la loi militaire du service de 40 mois portera cet effectif à 1 300 hommes le 1<sup>er</sup> avril suivant. De là résulte un déficit de 500 places dont l'Autorité militaire a dû se préoccuper au point d'admettre l'éventualité d'une évacuation sur une place voisine, du Colonel et de deux bataillons, en ne laissant à Belley que le Dépôt pour toute garnison... ». Ceci aboutit à la construction d'un pavillon supplémentaire et d'un hangar de manœuvres qui servira éventuellement à la caserne devenue insuffisante. Mais Belley voudrait récupérer dans ses murs le bataillon de Pierre-Châtel et grossir encore sa garnison. Dans une lettre presque consternée, du 1<sup>er</sup> juillet 1885, le Général Wolf, qui a succédé au duc d'Aumale, déclare au maire : « Je ne suis pas parvenu à obtenir du Ministre que le bataillon de Pierre-Châtel soit installé à Belley... faute des crédits indispensables », et il ajoute... « vous devez renoncer également à votre projet de créer à Belley une école de cinq cents enfants de



troupe ». La correspondance conservée dans les Archives municipales révèle aussi toutes les innombrables démarches tendant à la construction d'un hôpital militaire. Ainsi découvre-t-on, tout au long de cette période, en même temps que leur sollicitude, l'acharnement constant des Autorités locales à établir dans les murs de la ville une garnison importante et heureuse de s'y trouver.

En cela, la Municipalité sait qu'elle peut s'appuyer sur la population. Certes, le maire a fait ses comptes, il n'est pas désintéressé. On lit dans le procès-verbal des délibérations : « la ville de Belley peut recruter une population militaire qui chaque jour achètera : de 550 à 650 kg de pain, de 240 à 270 kg de viande, de 50 à 60 kg de légumes et de 2 à 3 hectolitres de vin. Que dire de ce qui sera versé dans le commerce de détail, en dehors du prix des consommations réglementaires ? Que dire de l'Industrie du Bâtiment et des cultivateurs qui trouveront dans la troupe d'utiles auxiliaires ? Certes, on a écrit que « Belley était un paradis de petits boutiquiers et artisans qui font des affaires d'or et... se lamentent ». Mais le même auteur a dit aussi de la ville et du 133<sup>e</sup> : « Belley se donna comme une fiancée » corps et âme « à ce conquérant pacifique dont les jeux guerriers furent surtout..., à l'époque, des tournois amoureux ».

Si la « fiancée » dont parle l'auteur de « L'Oasis Perdue » ne fut pas effarouchée par l'arrivée du 133<sup>e</sup>, c'est que Belley avait de longue date pris l'habitude de recevoir la troupe dans ses murs à l'occasion des fréquents mouvements vers les frontières. Sous l'Ancien Régime, on voyait déjà les unités de mercenaires suisses qui venaient se mettre au service de la France, déjà sous Henri IV. Le dernier passage de ce genre d'unités fut celui du 4<sup>e</sup> Régiment Suisse le 21 octobre 1830 qui gagna la Suisse pour sa dissolution, venant de Lagnieu. Il en fut beaucoup d'autres. Le 25 mai 1860, c'est le 82<sup>e</sup> Régiment de Ligne qui s'annonce avec 15 officiers, 500 troupes et 9 chevaux.

Par courrier précurseur, l'unité demande l'hébergement, le pain et le fourrage. Parfois l'effectif est trop important ; on fait appel aux localités avoisinantes : Coron, Lacroze, Billignin, Magnieu..., Arbignieu. C'est ainsi qu'on hébergera le 18<sup>e</sup> R.I. de Ligne. Pour les petits détachements, peut-être aussi pour éviter de perturber la ville, on dispose, au bout du Faubourg Saint-Martin, des bâtiments établis au lieu-dit la « Fulie ». Il s'agit d'un gîte d'étapes donné à « l'entreprise » par la « Direction des lits militaires » du Corps d'Armée et installé dans la maison de la Veuve Portanier, louée par l'Etat. L'installation était sommaire, l'eau était rare, il fallut





l'amener d'un certain lieu-dit « Tornod », œuvre salutaire encore du maire Mante. Ainsi, avant de devenir une ville de garnison, Belley était-elle une « ville d'étapes ». Imagine-t-on qu'avec ses 5 000 âmes, la population se soit accrue d'un tiers ? Tel est le résultat : le stationnement permanent de la troupe, succédant à son passage occasionnel, entraîne une profonde transformation de la physionomie extérieure de la Cité.

La place des Terreaux, ce centre de la ville, voit son intérêt grandir. Elle est devenue le déversoir de la caserne par ce cordon de la rue des Ursules, qui prolonge la rue du Faubourg Saint-Martin. Dans la journée, la ville est calme, c'est tout juste si dans le lointain on entend les sonneries du clairon qui jalonnent les activités de la caserne. Mais, à 17 heures, le 133<sup>e</sup> s'empare de la ville, c'est le « quartier libre » jusqu'à 21 heures. La rue Saint-Martin égrène d'abord les officiers, magnifiques, en noir et rouge, le sabre au côté, puis les sous-officiers en groupes parfois. La troupe suivra de peu, retardée par l'inspection, devant la glace, du sous-officier de semaine et du poste de police de Sibuet. La tenue doit être impeccable sinon l'homme fera demi-tour sous l'injonction de l'Adjudant de semaine. Peu à peu, c'est le flot qui dévale dans la rue, vers les boutiques, vers les cafés et il y en a cent quinze dans la ville ! dont une bonne part dans la rue des Ursules. La troupe passe devant l'ancien couvent-école des Ursules qui sert de magasins militaires qu'on appelle encore la « Petite Caserne », où viendra un jour s'installer l'Entreprise Tonin-Coiffet.

A ce niveau de la rue, trois échopes avalent déjà les troupiers, chacun des trois établissements possède ses propres habitués : le Café Temporel, il existe encore, tenu par



le petit-fils, Marius Gerbier. Ce Café se veut familial pour la clientèle ; tandis que la maman fait la cuisine, le père Temporel sert dans la salle avec sa fille la « belle Rose » aux grands yeux noirs. Dans le couloir, le père Temporel a fait monter des étagères où les permissionnaires peuvent déposer leurs bagages. Il se charge de la remise des colis, des mandats adressés aux conscrits. Le soir, on peut dîner d'un confortable repas comportant : deux plats de viande pour 1,50 F. L'ambiance de cette maison est de bon aloi, les habitués sont originaires de Gex ou des Landes. Si les chants ou les conversations deviennent grivois, d'un clin d'œil le père Temporel invite « la Rose » à quitter la salle.

Un peu plus loin se font face les Cafés Buisson et Auger où se trouvent respectivement de nos jours le droguiste Allombert et la maison Séon. La mère Auger pratiquait une cuisine savoureuse, aidée en cela par sa fille Joséphine, dite la « Fifine » ; mais la troupe n'y venait pas que pour cela, le genre de la maison permettait qu'on y bousculât un peu les serveuses, on pouvait impunément avoir la main leste. Ce n'était pas toléré chez Buisson qui accueillait plutôt les sous-officiers, les militaires « sérieux ». Seul point commun de ces deux établissements, une certaine ressemblance dans le type des deux tenancières.

D'ailleurs le coin devait rester calme. Non loin de là se trouvent, à gauche en descendant, les Cafés Gaillard et Charvin, qui sont Cercle Militaire, l'un et l'autre. Au premier étage, il y a un balcon où l'on se rappelle encore avoir vu certains officiers accoudés, surveillants, d'apparence indifférents mais efficaces de l'ordre de la place et de la tenue. Il y avait peu d'incidents en ville, la discipline était rigoureuse. Si par hasard un estaminet était mal tenu, le Colonel avait tôt fait de s'en plaindre au maire, ceci arrive parfois notamment dans la rue de Cordon ; ou bien le cabaret est fermé sur ordre du maire, ou bien il est interdit à la troupe, tel par exemple le Café Veuillon. Il y en a tellement après tout que cela ne nuit qu'au cabaretier lui-même.

Dans la partie de la rue des Cordeliers qui se trouve derrière la Halle, les cafés succèdent aux cafés : il y en a dix : Chabert, Grosset, Vivier, Madame Moulin, Digraby, le Bureau de Tabac Géronimi, le Café Neuf, le Restaurant Payet et le Café-Restaurant Chamusset juste devant l'ancienne Mairie. Cette ruelle est l'une des plus colorées de la ville les soirs de quartier libre, l'une des plus gaies. Tous les estaminets regorgent de pantalons rouges et de képis à pompons. Certes, on n'est pas très riche à l'époque où le litre de vin vaut 50 centimes, le troupier gagne un sou par jour. Malgré tout, comme le dit le refrain d'une sonnerie



réglementaire, « un sou par jour, trente sous par mois, dix-huit francs par an, on est content du Régiment ! ».

Les autres rues sont animées, mais plus paisibles. Certes, on y voit des hommes de troupe aussi, ils saluent avec soin les officiers qu'ils croisent, faute de quoi ils seraient renvoyés aussitôt au quartier, nantis d'un jour de consigne. La Grande-Rue est devenue quelque chose comme l'avenue des Champs-Élysées, beaucoup trop d'officiers y habitent avec leurs familles, ou les notables de la ville. Il n'y a que peu de commerçants et l'homme de troupe ressent une gêne à s'y promener ou un trop grand risque, il préfère éviter ce quartier.

Dans cette animation de la ville, la musique du 133<sup>e</sup> a sans doute joué un rôle majeur. Les autorités municipales et militaires en sont conscientes, au point que le Colonel informe toujours le Maire des projets et des possibilités de la musique. Lors de la libération de certains contingents, l'effectif des musiciens devient insuffisant. Le Maire est aussitôt averti que certains concerts ne pourront avoir lieu. Parfois l'horaire des concerts du dimanche est modifié. Dans une lettre au Maire, le Lieutenant-Colonel, major de garnison, eut l'incroyable audace d'en donner la raison : « permettre aux personnes qui le désirent d'assister aux offices ». En une telle période d'anti-cléricalisme cela ne manquait pas de courage.

La musique du Régiment a laissé dans la ville un souvenir impérissable. Elle fut à son apogée avec le célèbre tambour major Coiffut, un homme superbe, gigantesque, qui maniait sa canne avec une maestria d'une incroyable agilité. Le samedi soir, le jeudi après-midi, le dimanche après-midi et les jours fériés, sans parler des retours de manœuvres, cette musique faisait vibrer les vitres de Belley et le cœur des jeunes filles. Dans le courant de la semaine, le jeudi après-midi, il y avait un concert sous les fenêtres de l'hôpital où militaires et civils attendaient leur guérison dans une même communauté. Quelques stations rituelles avaient lieu devant le Cercle Charvin et le domicile du Colonel au numéro de la rue de la Louvatière où habita notamment le Colonel Kiffer.

En été, le régime de la musique était intense. Les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis de chaque mois avait lieu une retraite aux flambeaux, le trajet était immuable : rue Saint-Martin, place des Terreaux, l'Hôpital, Grande-Rue jusqu'à la rue Sainte-Marie, retour par le Promenoir, la rue de Cordon et la rue des Casernes. L'aubade était donnée en différents points : cer-



cles militaires, place des Terreaux, domicile du Colonel, hôpital.

Mais c'est le lendemain dimanche que la population de Belley et le 133<sup>e</sup> se trouvaient le plus étroitement réunis autour du kiosque à musique sous les séculaires platanes et marronniers « défunts » du Promenoir, tandis que la musique du Régiment donnait le meilleur d'elle-même. Les programmes du concert étaient annoncés dans les journaux locaux. En voici un : « Le Marsouin », Allégro ; « Le Ballet de la Source », mazurka de Léo Delibé ; « Valse Rose », de Farigoul ; « Brise d'automne » de Missa ; « Vive la France... », Marche chantée ; « Pour la France », Allégro avec tambours, clairons, trompettes et cors.

Parfois un chœur de soldats entonnait les refrains. La couleur et le panache de cette musique de la garnison avaient leur apothéose dans certaines occasions lors du 14 juillet et lors du bal du Régiment qui avait lieu à la caserne. Combien de personnes admiratives de la rue Saint-Martin ont guetté derrière leurs carreaux les officiers en grande tenue, épaulettes dorées, gants blancs, sabre au côté, qui à pied, qui en calèche à cheval, flanqués de leurs épouses en robes longues colorées, enfouies sous les grands chapeaux, emmitouflées dans les boas, dans ces toilettes somptueuses de la « Belle Epoque ».

Le 14 juillet, le spectacle était encore plus brillant et partagé aussi. La revue du matin se déroulait sur le Promenoir, à l'ombre des grands arbres. La troupe, alternant le « garde à vous » avec le « présentez armes », était passée en revue successivement par les officiers en grande tenue, et finalement par le Colonel au galop de son cheval. Le soir, le feu d'artifice était tiré de la « guinguette » en haut de la rue de Cordon et suivi de la plus magnifique retraite aux flambeaux de l'année. Le bal était dans la rue, sur la place ; le Cercle Charvin faisait venir un orchestre de violonneux, on dansait au premier et sur la terrasse. C'était un festival de couleur, de lumière et de musique...

Le Régiment s'intégrait de plus en plus dans la population. On alla jusqu'à déplacer la date de la Vogue, la mettant après les manœuvres d'automne, en septembre, époque où le régime des permissions était plus souple. C'est ainsi que, progressivement, la garnison fut admise, puis introduite dans tous les milieux de Belley et de la région.

Lorsqu'un officier était affecté, il était de la plus élémentaire bienséance qu'il fît le tour de la garnison et se présentât lui et son épouse aux jours de réception convenus



à ses supérieurs et ses camarades et, pour certains, aux représentants de l'Autorité civile. La liste des personnes à saluer, leurs adresses et jours de réception étaient indiqués dans un carnet qu'on trouvait couramment auprès de l'Etat-Major du Régiment ou dans le commerce. Civils et militaires apprirent ainsi à se connaître et finirent par s'apprécier.

La bienveillance de l'accueil de certaines familles de la région fut d'autant plus grande que celles-ci étaient bien informées, voire elles-mêmes éprouvées, de la crise que traversaient les cadres de l'Armée. Une sympathie, parfois une certaine complicité s'établissait entre les uns et les autres. Les officiers et leurs familles eurent accès sans difficultés dans les familles les plus huppées de la garnison qu'on disait la plus « crottée ». On les trouve à Belmont, Machurat, Lavours, à la Balme chez les de Cordon, à Beauregard chez le Comte Cottin, à Chemillieu chez les Maret, à la Burbanche chez les de Lestrac..., à Musin chez les de Seyssel, chez Monsieur Abel Dallemagne qui donnait chaque année un grand dîner, au cours duquel était servi un célèbre plat de morilles aux truffes. Au contact des uns et des autres, civils et militaires s'associent en une même société qui adopte une similitude de pensée, de manière de voir et finalement de vivre. Les distractions relèvent de cette attitude.

Avant 1890, le Comte Marc de Seyssel avait eu l'idée de monter une troupe de théâtre qui donnait ses représentations dans les greniers de Musin. L'idée en fut reprise. Civils et militaires se retrouvent dans la troupe où l'on rencontre, outre le grand acteur que fut le Comte Marc de Seyssel, le remarquable et plein de talent Lieutenant de la Boulaye, André Dallemagne, le Docteur Eyraud, le Commandant Méquillet, les demoiselles de Boissieu, Madame Romain, Madame Gautron, Madame Goiran et la charmante et discrète Madame Jubert.

A Musin, ces amateurs jouèrent « Les Surprises du Divorce », « L'anglais tel qu'on le parle » ; à Beauregard, on jouait des pièces plus compliquées : « Sire » et « Le cœur dispose » de Lavedan par exemple. Les acteurs n'avaient pas tous les mêmes dons, ils jouaient selon leurs aptitudes, Madame Jubert, dit-on, était timide et effacée, on lui confiait le « bruitage » de la comédie. Elle avait une voix fluète et cela pouvait surprendre qu'elle en fût chargée ! Le Général Georges Quais confie dans ses notes que, étant préposée au bruitage, parfois « elle faisait la foule » et dans le « Sire » de Lavedan, elle devait crier : « A mort, à mort ! ».

De cette fusion, de ces liens de sympathie, la ville est



redevable à bien des Chefs de Corps et particulièrement au Général Ganeval, qui savait organiser les réjouissances où prenaient part civils et militaires : à Charignin, les concours de patinage dans les marais du Bac, les expéditions de ski à La Féclaz. On ne saurait passer sous silence la bienveillante prévenance de Madame Hoff, qui ne ménagea ni sa peine, ni sa fortune pour le bien-être des soldats de la garnison. Le Maire actuel de Lyon découvre, paraît-il, dans les archives inexplorées, des documents faisant état des sommes considérables que la bienfaitrice de Belley avait versées pour l'accueil du soldat de 1914 à la Gare des Brotteaux. Cette fièvre d'amour de Belley pour ses soldats se matérialisa tout naturellement par des unions innombrables, dont la survivance est encore perceptible.

C'est encore Chavanton qui s'exprime : « Toutes ces demoiselles de haut lignage ou de bonne bourgeoisie attendaient avec impatience la sortie du couvent pour épouser le chevalier de leurs rêves !... C'est ainsi que quelques jeunes filles ont épousé l'élus dont le col portait le double écusson aux trois chiffres d'or : 133. La cathédrale a vu plus d'un cortège dans une symphonie en blanc, rouge et noir, gravir son magnifique parvis ! ». La liste des familles serait longue et fastidieuse. L'idylle de ces jeunes gens peut être évoquée dans la belle histoire de Marie Pic et du Lieutenant Ernest Richard.

Marie était la fille cadette de ce très grand Président de la Société « Le Bugey » que fut René Pic, à la suite de son fondateur le Comte Marc de Seyssel. A la veille de la guerre de 1914, elle avait environ vingt-quatre ans. Elle se décrit elle-même : « cheveux châtain clair frisés, les yeux bleus, le teint assez frais, quelques tâches de rousseur, grande, trop mince, pas mal bâtie... je suis très près d'être jolie et assez contente... de moi... ». Elle fait partie d'un groupe d'amis et, comme beaucoup, elle joue la comédie avec d'ailleurs une exquise finesse. Chez les de la Boulaye, elle rencontre le Lieutenant Ernest Richard dont le père est Général. Le bel officier est très aimé de ses camarades, adoré de ses hommes, profondément religieux, le caractère plein de franchise et de gaieté, d'ardeur pour son métier militaire, il est très apprécié de ses chefs.

Le 18 mai 1914, après un long tête-à-tête dans la propriété des Eclaz, à Chégnieu-la-Balme, la jeune fille se décide à dire le « oui » qui devait la rendre heureuse. Les fiançailles religieuses seront célébrées dans l'église de Mépieu.

Mais la mobilisation, le tocsin tombent comme un glas sur le cœur de la jeune fille : « Le 2 août, à cinq heures, la



« Générale » a sonné, tandis que les premiers coups du tocsin annonçaient la mobilisation ».

C'est le départ du Lieutenant Richard comme beaucoup d'autres amis et de parents. Lui, ne reviendra pas, il sera finalement porté disparu. Avant de disparaître, le bel officier aura eu le temps d'écrire à son père cette lettre admirable :

« Voilà 44 ans, jour pour jour, que vous avez été blessé à Rezonville et à cette heure je suis, moi, votre fils, dans cette Alsace-Lorraine pour vous y venger et la rendre à la France. C'était hier le 15 août, fête de maman et de Mizi, jusqu'à 3 heures 45, le sabre à la main, je franchissais la frontière pénétrant en Lorraine. La Sainte Vierge est avec nous, elle nous aidera dans cette " glorieuse Revanche ". »

\*  
\*\*

Plus de quarante ans après, Ernest Richard annonçait avec l'enthousiasme de la jeunesse, la chaleur de sa foi ardente d'officier, l'accomplissement du serment qu'avait fait son père et de la terrible prophétie du Général Wimpfen, cet avertissement que le vaincu de 1870 avait utilisé pour défendre jusqu'au bout son malheureux pays défait et que Bismarck avait négligé.

La « Revanche » n'était pas encore consommée, ni la victoire acquise, que déjà circulaient dans les rues de la ville les veuves de guerre, bien reconnaissables à leur coiffe noire à jugulaire blanche. La Victoire une fois acquise, ce sont bien quatre-vingt-deux officiers et deux mille quatorze gradés et soldats qui en furent le prix.

Le 24 août 1919, la ville de Belley recevait avec faste ce Régiment que, pour son héroïsme, Le Général de Maud'huy avait baptisé « le Régiment des Lions ». Dans les rues pavoisées, la réception dépassait en splendeur tout ce que la population pouvait concevoir. Précédé des gendarmes à cheval, le long cortège suivait l'itinéraire de jadis, jusqu'à la caserne Sibuet. Puis, le Régiment une fois aligné dans la cour de la caserne, le Sous-Préfet, Monsieur Aussaresses, s'adressa aux poilus du 133<sup>e</sup>, unissant survivants et disparus en un même hommage :

« Toutes les traditions bourgeoises, civiles, militaires et religieuses, semblent s'être donné rendez-vous ici, du fond des siècles, pour vous adopter et vous assigner parmi vos grands ancêtres la place de choix qui vous revient...

Gloire vous soit rendue, élite de notre race, à qui nous devons l'honneur et la vie ».

Lieutenant-Colonel Henri QUAIS.





## BIBLIOGRAPHIE

### ORGANISMES D'ARCHIVES

- *Archives Départementales de l'Ain* : Délibérations du Conseil Municipal de Belley (Cote Série H. 27).
- *Service Historique de l'Armée* : Dossiers du personnel : Officiers Généraux Boulanger, G. Quais (Cote G.D. 35-37) ; Annuaires des Officiers ; Génie : Le Fort de Pierre-Châtel.
- *Historique des Corps de Troupe de l'Armée Française de 1569 à 1900*.
- *Périodiques* : « Le Bugiste » ; « Le Souvenir », Amicale du 133<sup>e</sup> R.I. ; « Le Bugey », fascicules 28 et 66 ; « Historia » : Boulanger, L'Affaire Dreyfus, L'Assassinat de Sadi Carnot.
- *Correspondance de l'auteur* avec le Général Boulangeot, le Général Martin, le Colonel Robert, le Colonel Revel, le Lieutenant-Colonel Toulan, Mademoiselle Piébourg.
- *Informations recueillies* auprès de Madame Montant, Madame Gerbier, Mademoiselle Chamusset, le Comte Henri de Seyssel, le Baron Albert Dallemagne.
- *Souvenirs* de René Pic.
- *Archives familiales* : Notes personnelles du Général Quais et de ses fils.